

Commission : Conseil Affaires Politiques Internationales

Question : La pénurie des ressources naturelles, source principale des conflits futurs ?

Auteur : La république de Mali.

La république de Mali est consciente de la rareté des ressources. Des ressources naturelles, mais aussi des ressources stratégiques. La situation économique de Mali est mauvaise et on a un grand manque des ressources naturelles, par exemple, l'eau est très rare.

Notre république pense qu'un des gros problèmes des économies africaines sont les entreprises privées qui achètent des pays entiers et gaspillent ses ressources. Les entreprises pensent dans des profits immédiats, les entreprises privés seulement veulent gagner de l'argent. Les pays sont presque toujours conscients des nécessités de son peuple et de sa situation économique et sociale.

Les entreprises qui font des exploitations dans des autres pays pour obtenir de l'argent ne se préoccupent pas des personnes. Pour ces organisations économiques, les personnes sont des nombres, des nombres utiles pour obtenir de l'argent. Ils ne se préoccupent pas des droits humains. C'est notre rôle, le rôle des états souverains de lutter contre la violation des droits humains et de protéger notre peuple.

Nous encourageons aux autres pays du monde, des pays riches ou des pays pauvres à parier pour une gestion plus long-termiste. Nous voulons que les générations aient des ressources à exploiter dans le futur. Nous pensons que si on veut préserver nos ressources dans cent ou deux cent ans on doit faire une grande réserve des ressources pour des situations d'urgence.

On doit regarder vers l'avenir. Si on continue avec ces méthodes absolument destructrices, on finira avec nos ressources. On doit parier pour une gestion différente, plus propre et plus efficace. On doit parier graduellement pour les énergies renouvelables qui seront chers, mais nécessaires pour protéger notre planète.

On veut avoir des institutions, des organisations comme l'ONU ou Amnistie Internationale qui nous soutiennent contre les entreprises privées. Sans l'aide des institutions et des tribunaux internationaux, on ne pourra pas en finir avec l'exploitation peu respectueuse des entreprises privées. La république de Mali doit dire qu'elle ne veut pas se renfermer sur elle-même. Mali veut être ouvert à une inversion privé respectueuse et qui respecte les droits humains et les droits des travailleurs.

Mali est ouvert aux offertes d'inversion étrangère, mais des offertes respectueuses. On propose aussi la création des entreprises d'état pour gérer les ressources obtenues.

Pour conclure, On veut résumer nos propositions. On veut parier par une gestion long-termiste propre et respectueuse, On veut parier graduellement pour les énergies renouvelables, on veut lutter contre les entreprises privées qui ne sont pas respectueuses et qui violent des droits humains avec l'aide des Nations Unies et des autres organisations de droits humains, on veut créer une grande réserve de ressources pour des situations d'urgence et finalement on veut la création des entreprises de l'état pour gérer nos ressources.